

## L'AIGLE ROYAL GRAVEMENT MENACÉ DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

PAR

M. BASSOULS

Musée d'Histoire Naturelle, Perpignan (France)

et G. PETIT

---

M. Bassouls, Conservateur du Muséum d'Histoire Naturelle de Perpignan, a bien voulu nous communiquer la note suivante :

« Dans une communication au Congrès de 1957 de la Fédération pyrénéenne d'économie montagnarde, dont le thème portait sur la faune des Pyrénées, M. R. de Naurois et moi-même avons indiqué que les Pyrénées-Orientales abritaient suivant les années de 3 à 5 couples d'aigles royaux qui y nichaient; en raison de la raréfaction générale de l'espèce, nous avons émis un vœu en faveur de leur protection en vue de parer à la destruction systématique dont ils sont l'objet malgré leur utilité incontestable dans l'équilibre faunistique.

» Durant la campagne de chasse 1957-1958, à notre connaissance, cinq aigles royaux adultes ont été détruits au fusil, trois jeunes aiglons sur le nid; cela représente plus de la moitié de l'effectif recensé.

» En raison de l'incompréhension des chasseurs, aucune mesure de sauvegarde ne peut être prise dans le cadre local; c'est pourquoi nous souhaitons vivement que l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature veuille bien envisager une mesure générale de protection pour l'aigle royal appelé à disparaître à brève échéance de nos régions si aucune mesure n'est prise pour sa protection. »

Nous ajouterons que ce n'est pas seulement l'aigle royal qui se trouve menacé dans les Albères et d'une manière générale le département des Pyrénées-Orientales; c'est la totalité des rapaces auxquels on fait une chasse acharnée. Cette disparition est hâtée par le fait que les chasseurs, les bergers, repèrent les nids et détruisent les petits avant l'envol.

Si le nid est accessible on le détruit d'un coup de fusil avant que les jeunes ne s'envolent.

A cet état de choses toute mesure de protection entraîne l'hostilité et les protestations des chasseurs et nous ne sommes point organisés pour entreprendre une campagne d'éducation qui démontrerait la justification de telles mesures.